

(Ce texte annule et remplace celui paru au Moniteur belge n° 173 du 1<sup>er</sup> juin 2005, pages 25424 jusque et y compris 25437).

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 2005 — 1394 [C — 2005/15068]

**26 AVRIL 2005. — Loi portant assentiment à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, faite à New York le 15 décembre 1997 (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, faite à New York le 15 décembre 1997, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
K. DE GUCHT

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2004-2005*

Sénat :

*Documents.* — Projet de loi déposé le 21 décembre 2004, n° 3-965/1. — Rapport fait au nom de la commission, n° 3-965/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion, séance du 17 février 2005. — Vote, séance du 17 février 2005.

Chambre des représentants :

*Documents.* — Projet transmis par le Sénat, n° 51-1623/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 51-1623/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion, séance du 17 mars 2005. — Vote, séance du 17 mars 2005.

**Convention internationale  
pour la répression des attentats terroristes à l'explosif**

Les Etats Parties à la présente Convention,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte des Nations unies concernant le maintien de la paix et de la sécurité internationales et le développement des relations de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre les Etats;

Profondément préoccupés par la multiplication, dans le monde entier, des actes de terrorisme sous toutes ses formes et manifestations;

Rappelant la Déclaration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations unies, en date du 24 octobre 1995;

Rappelant également la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à la résolution 49/60 que l'Assemblée générale des Nations unies a adoptée le 9 décembre 1994, dans laquelle les « Etats Membres de l'Organisation des Nations unies réaffirment solennellement leur condamnation catégorique, comme criminels et injustifiables, de tous les actes, méthodes et pratiques

(Deze tekst vernietigt en vervangt degene die verschenen is in het Belgisch Staatsblad nr. 173 van 1 juni 2005, bladzijden 25424 tot en met 25437).

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 2005 — 1394 [C — 2005/15068]

**26 APRIL 2005. — Wet houdende instemming met het Internationaal Verdrag inzake de bestrijding van terroristische bomaanslagen, gedaan te New York op 15 december 1997 (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Internationaal Verdrag inzake de bestrijding van terroristische bomaanslagen, gedaan te New York op 15 december 1997, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 april 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
K. DE GUCHT

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2004-2005*

Senaat :

*Documenten.* — Ontwerp van wet ingediend op 21 december 2004, nr. 3-965/1. — Verslag namens de commissie, nr. 3-965/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking, vergadering van 17 februari 2005. — Stemming, vergadering van 17 februari 2005.

Kamer van volkosvertegenwoordigers :

*Documenten.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 51-1623/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 51-1623/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking, vergadering van 17 maart 2005. — Stemming, vergadering van 17 maart 2005.

VERTALING

**Internationaal Verdrag  
inzake de bestrijding van terroristische bomaanslagen**

De Verdragsluitende Staten,

Indachtig de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties betreffende de handhaving van de internationale vrede en veiligheid en de bevordering van goed nabuurschap, vriendschappelijke betrekkingen en samenwerking tussen de Staten;

Ernstig bezorgd over de toeneming over de gehele wereld van handelingen terrorisme, in al zijn vormen en uitdrukkingen;

Herinnerend aan de Verklaring van 24 oktober 1995 ter gelegenheid van het vijftigjarig bestaan van de Verenigde Naties;

Tevens herinnerend aan de Verklaring inzake maatregelen tot uitbanning van internationaal terrorisme als bijlage bij resolutie 49/60 van de Algemene Vergadering van 9 december 1994 waarin, onder andere : « de lid-Staten van de Verenigde Naties opnieuw plechtig hun ondubbelzinnige veroordeling bevestigen van alle terroristische handelingen, methoden en praktijken als misdadig en ongerechtvaardigd,

terroristes, où qu'ils se produisent et quels qu'en soient les auteurs, notamment ceux qui compromettent les relations amicales entre les Etats et les peuples et menacent l'intégrité territoriale et la sécurité des Etats »;

Notant que la Déclaration invite par ailleurs les Etats « à examiner d'urgence la portée des dispositions juridiques internationales en vigueur qui concernent la prévention, la répression et l'élimination du terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, afin de s'assurer qu'il existe un cadre juridique général couvrant tous les aspects de la question »;

Rappelant en outre la résolution 51/210 du 17 décembre 1996 et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994 sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international qui y est annexée;

Notant également que les attentats terroristes perpétrés au moyen d'engins explosifs ou d'autres engins meurtriers sont de plus en plus courants;

Notant en outre que les instruments juridiques multilatéraux existants ne traitent pas de manière adéquate de ce type d'attentat;

Convaincus de la nécessité urgente de développer une coopération internationale entre les Etats pour l'élaboration et l'adoption de mesures efficaces destinées à prévenir ce type d'actes terroristes et à en poursuivre et punir les auteurs;

Considérant que ces attentats sont un sujet de vive préoccupation pour la communauté internationale tout entière;

Notant que les activités des forces armées des Etats sont régies par des règles de droit international qui se situent hors du cadre de la présente Convention et que l'exclusion de certains actes du champ d'application de la Convention n'excuse ni ne rend licites des actes par ailleurs illicites et n'empêche pas davantage l'exercice de poursuites sous l'empire d'autres lois,

Sont convenus de ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

Aux fins de la présente Convention :

1. « Installation gouvernementale ou publique » s'entend de tout équipement ou de tout moyen de transport de caractère permanent ou temporaire qui est utilisé ou occupé par des représentants d'un Etat, des membres du gouvernement, du parlement ou de la magistrature, ou des agents ou personnels d'un Etat ou de toute autre autorité ou entité publique, ou par des agents ou personnels d'une organisation intergouvernementale, dans le cadre de leurs fonctions officielles.

2. « Infrastructure » s'entend de tout équipement public ou privé fournissant des services d'utilité publique, tels l'adduction d'eau, l'évacuation des eaux usées, l'énergie, le combustible ou les communications.

3. « Engin explosif ou autre engin meurtrier » s'entend :

a) De toute arme ou de tout engin explosif ou incendiaire qui est conçu pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en a la capacité; ou

b) De toute arme ou de tout engin qui est conçu pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en a la capacité, par l'émission, la dissémination ou l'impact de produits chimiques toxiques, d'agents biologiques, toxines ou substances analogues ou de rayonnements ou de matières radioactives.

4. « Forces armées d'un Etat » s'entend des forces qu'un Etat organise, entraîne et équipe conformément à son droit interne essentiellement aux fins de la défense nationale ou de la sécurité nationale, ainsi que des personnes qui agissent à l'appui desdites forces armées et qui sont placées officiellement sous leur commandement, leur autorité et leur responsabilité.

5. « Lieu public » s'entend des parties de tout bâtiment, terrain, voie publique, cours d'eau, et autre endroit qui sont accessibles ou ouvertes au public, de façon continue, périodique ou occasionnelle, et comprend tout lieu à usage commercial, culturel, historique, éducatif, religieux, officiel, ludique, récréatif ou autre qui est ainsi accessible ou ouvert au public.

6. « Système de transport public » s'entend de tous les équipements, véhicules et moyens, publics ou privés, qui sont utilisés dans le cadre de services de transport de personnes ou de marchandises accessibles au public.

ougeacht waar en door wie zij zijn begaan, daaronder begrepen handelingen die de vriendschappelijke betrekkingen tussen Staten en volkeren schaden en de territoriale integriteit en veiligheid van Staten bedreigen »;

Vaststellend dat de Verklaring Staten tevens aanmoedigt « het toepassingsgebied van de bestaande internationale wettelijke bepalingen inzake preventie, bestrijding en uitbanning van terrorisme in al zijn vormen en uitdrukkingen spoedig te herzien teneinde een volledig wettelijk kader te scheppen dat alle aspecten van terrorisme omvat »;

Voorts herinnerend aan resolutie 51/210 van de Algemene Vergadering van 17 december 1996 en de Aanvullende Verklaring als bijlage bij de Verklaring inzake maatregelen tot uitbanning van internationaal terrorisme van 1994;

Tevens vaststellend dat terroristische aanslagen door middel van springstoffen of andere dodelijke instrumenten steeds vaker voorkomen;

Voorts vaststellend dat de bestaande multilaterale juridische instrumenten deze aanslagen onvoldoende aanpakken;

Overtuigd van de dringende noodzaak tot verbetering van de internationale samenwerking tussen Staten bij de opstelling en de goedkeuring van doeltreffende en praktische maatregelen ter voorkoming van deze daden van terrorisme, alsmede van de vervolging en bestrafing van de daders;

Overwegend dat dergelijke aanslagen de gehele internationale gemeenschap ernstig verontrusten;

Vaststellend dat de activiteiten van de strijdkrachten van Staten onderworpen zijn aan regels van internationaal recht die buiten het kader van dit Verdrag vallen en dat het feit dat bepaalde acties van het toepassingsgebied van dit Verdrag worden uitgesloten, niet betekent dat anderszins onwettige handelingen worden gebillijkt of gewettigd of dat vervolging op grond van andere wetten wordt uitgesloten,

Zijn overeengekomen als volgt :

#### Artikel 1

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder :

1. « regeringsvoorziening of openbare voorziening » alle permanente of tijdelijke faciliteiten of vervoermiddelen gebruikt of in bezit genomen door vertegenwoordigers van een Staat, leden van een Regering, van de wetgevende of de rechterlijke macht of door ambtenaren of medewerkers van een Staat of andere openbare autoriteit of instelling of door ambtenaren of medewerkers van een intergouvernementele organisatie in verband met hun officiële taken;

2. « infrastructuur » alle openbare of particuliere voorzieningen voor de levering of distributie van openbare nutsvoorzieningen, zoals water, riolering, energie, brandstof of communicatie;

3. « springstof of ander dodelijk instrument » :

(a) een explosief of brandveroorzakend wapen of instrument dat is ontworpen of het vermogen heeft om de dood, ernstig lichamelijk letsel of grote materiële schade te veroorzaken; of

(b) een wapen of instrument dat is ontworpen of het vermogen heeft om de dood, ernstig lichamelijk letsel of grote materiële schade te veroorzaken door de vrijkoming, verspreiding of inwerking van giftige chemicaliën, biologische middelen, toxines of vergelijkbare substanties of straling of radioactief materiaal;

4. « strijdkrachten van een Staat » de strijdkrachten die door een Staat zijn georganiseerd, getraind en uitgerust conform de nationale wet met landsverdediging of nationale veiligheid als primair doel, alsmede personen die deze strijdkrachten ondersteunen en onder hun formeel commando, gezag en verantwoordelijkheid vallen;

5. « openbare plaats » die delen van gebouwen, grond, wegen, waterwegen of andere lokaties die, hetzij voortdurend, periodiek of occasioneel, toegankelijk of open zijn voor het publiek en een commerciële, culturele, historische, educatieve, religieuze of officiële functie hebben of een functie hebben op het gebied van amusement of recreatie alsmede vergelijkbare plaatsen die op dezelfde wijze toegankelijk of open zijn voor het publiek;

6. « openbaar vervoerssysteem » alle openbare of particuliere faciliteiten, vervoermiddelen en voorzieningen, die worden gebruikt bij of voor voor het publiek beschikbare diensten op het gebied van vervoer van personen of vracht.

## Article 2

1. Commet une infraction au sens de la présente Convention toute personne qui illicitement et intentionnellement livre, pose, ou fait exploser ou détonner un engin explosif ou autre engin meurtrier dans ou contre un lieu public, une installation gouvernementale ou une autre installation publique, un système de transport public ou une infrastructure :

a) Dans l'intention de provoquer la mort ou des dommages corporels graves; ou

b) Dans l'intention de causer des destructions massives de ce lieu, cette installation, ce système ou cette infrastructure, lorsque ces destructions entraînent ou risquent d'entraîner des pertes économiques considérables.

2. Commet également une infraction quiconque tente de commettre une infraction au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>.

3. Commet également une infraction quiconque :

a) Se rend complice d'une infraction au sens des paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2;

b) Organise la commission d'une infraction au sens des paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 ou donne l'ordre à d'autres personnes de la commettre;

c) Contribue de toute autre manière à la commission de l'une ou plusieurs des infractions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> ou 2 par un groupe de personnes agissant de concert; sa contribution doit être délibérée et faite soit pour faciliter l'activité criminelle générale du groupe ou en servir les buts, soit en pleine connaissance de l'intention du groupe de commettre l'infraction ou les infractions visées.

## Article 3

La présente Convention ne s'applique pas lorsque l'infraction est commise à l'intérieur d'un seul Etat, que l'auteur présumé et les victimes de l'infraction sont des nationaux de cet Etat, que l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur le territoire de cet Etat, et qu'aucun autre Etat n'a de raison » en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> ou du paragraphe 2 de l'article 6 de la présente Convention, d'établir sa compétence étant entendu que les dispositions des articles 10 à 15, selon qu'il convient, s'appliquent en pareil cas.

## Article 4

Chaque Etat Partie prend les mesures qui peuvent être nécessaires pour :

a) Qualifier d'infraction pénale au regard de son droit interne les infractions visées à l'article 2 de la présente Convention;

b) Réprimer lesdites infractions par des peines prenant dûment en compte leur gravité.

## Article 5

Chaque Etat Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires, y compris, s'il y a lieu, une législation interne, pour assurer que les actes criminels relevant de la présente Convention, en particulier ceux qui sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans la population, un groupe de personnes ou chez des individus ne puissent en aucune circonstance être justifiée par des considérations de nature politique, philosophique, idéologique, raciale, ethnique, religieuse ou d'autres motifs analogues, et qu'ils soient passibles de peines à la mesure de leur gravité.

## Article 6

1. Chaque Etat Partie adopte les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 lorsque :

a) L'infraction a été commise sur son territoire;

b) L'infraction a été commise à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment où l'infraction a été commise;

c) L'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants.

2. Chaque Etat Partie peut également établir sa compétence sur de telles infractions lorsque :

a) L'infraction est commise contre l'un de ses ressortissants;

b) L'infraction est commise contre une installation publique dudit Etat située en dehors de son territoire, y compris une ambassade ou des locaux diplomatiques ou consulaires dudit Etat;

c) L'infraction est commise par un apatride qui a sa résidence habituelle sur son territoire;

## Artikel 2

1. Een persoon pleegt een misdrijf in de zin van dit Verdrag indien hij onwettig en opzettelijk een springstof of ander dodelijk instrument aflevert, plaatst, ontaardt of tot ontploffing brengt op, bij of in een openbare plaats, een regeringsvoorziening of openbare voorziening, een openbaar vervoerssysteem of een infrastructuur,

(a) met de bedoeling de dood of ernstig lichamelijk letsel te veroorzaken; of

(b) met de bedoeling grootschalige vernieling aan te richten van die plaats, voorziening, systeem of infrastructuur, waarbij de vernieling leidt of waarschijnlijk zal leiden tot grote economische schade;

2. Een persoon pleegt eveneens een misdrijf indien hij poogt een misdrijf te plegen in de zin van de eerste paragraaf.

3. Een persoon pleegt eveneens een misdrijf indien hij :

(a) als medeplachtige deelneemt aan een misdrijf als omschreven in de eerste of tweede paragraaf; of

(b) anderen organiseert om of aanzet tot het plegen van een misdrijf als omschreven in de eerste of tweede paragraaf; of

(c) op enige andere wijze bijdraagt tot het plegen van een misdrijf of meer misdrijven als omschreven in de eerste of tweede paragraaf door een groep personen die gemeenschappelijk optreden; deze bijdrage dient opzettelijk te zijn en geleverd, hetzij met het oog op bevordering van de criminele activiteit of het doel van de groep in het algemeen, hetzij met kennis van het voornemen van de groep om het desbetreffende misdrijf of de desbetreffende misdrijven te plegen.

## Artikel 3

Dit Verdrag is niet van toepassing indien het misdrijf wordt gepleegd binnen een Staat, de vermoedelijke dader en de slachtoffers onderdanen zijn van die Staat, de vermoedelijke dader wordt aangetroffen op het grondgebied van die Staat en geen andere Staat een reden heeft krachtens artikel 6, eerste paragraaf of artikel 6, tweede paragraaf, van dit Verdrag tot uitoefening van rechtsmacht, met dien verstande dat de bepalingen van de artikelen 10 tot en met 15, indien opportuun, in dergelijke gevallen van toepassing zijn.

## Artikel 4

Elke Verdragsluitende Staat neemt de maatregelen die nodig zijn om :

(a) de in artikel 2 van dit Verdrag bedoelde feiten als misdrijven op grond van zijn nationale wetgeving te omschrijven :

(b) op deze feiten passende straffen te stellen die rekening houden met de ernst ervan.

## Artikel 5

Elke Verdragsluitende Staat treft de nodige maatregelen, eventueel daaronder begrepen de benodigde nationale wetgeving, om zeker te stellen dat criminele handelingen die ressorteren onder het toepassingsgebied van dit Verdrag, met name indien zij ertoe strekken om de bevolking, een groep personen of bepaalde personen grote vrees aan te jagen, onder geen enkele omstandigheid worden verantwoord door overwegingen van politieke, filosofische, ideologische, raciale, etnische, religieuze of andere aard en worden gestraft met straffen die zijn aangepast aan de ernst ervan.

## Artikel 6

1. Elke Verdragsluitende Staat neemt de maatregelen die nodig zijn om zijn rechtsmacht vast te leggen met betrekking tot de in artikel 2 bedoelde misdrijven, indien :

(a) het misdrijf wordt gepleegd op het grondgebied van die Staat; of

(b) het misdrijf wordt gepleegd aan boord van een schip dat onder de vlag van die Staat vaart of aan boord van een luchtvaartuig dat krachtens de wet van die Staat in die Staat is ingeschreven op het tijdstip waarop het misdrijf wordt gepleegd; of

(c) het misdrijf wordt gepleegd door een onderdaan van die Staat.

2. Een Verdragsluitende Staat kan eveneens zijn rechtsmacht met betrekking tot bedoelde misdrijven vastleggen, indien :

(a) het misdrijf wordt gepleegd tegen een van zijn onderdanen; of

(b) het misdrijf wordt gepleegd tegen een in het buitenland gevestigde openbare voorziening van die Staat, daaronder begrepen ambassades, of andere diplomatieke of consulaire gebouwen van die Staat; of

(c) het misdrijf wordt gepleegd door een staatloze die op het grondgebied van die Staat zijn gewone verblijfplaats heeft; of

d) L'infraction est commise avec pour objectif de contraindre ledit Etat à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir;

e) L'infraction est commise à bord d'un aéronef exploité par le gouvernement dudit Etat.

3. Lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, chaque Etat Partie informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies de la compétence qu'il a établie en vertu de sa législation interne conformément au paragraphe 2. En cas de modification, l'Etat Partie concerné en informe immédiatement le Secrétaire général.

4. Chaque Etat Partie adopte également les mesures qui peuvent être nécessaires pour établir sa compétence en ce qui concerne les infractions visées à l'article 2 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

5. La présente Convention n'exclut l'exercice d'aucune compétence pénale établie par un Etat Partie conformément à son droit interne.

#### Article 7

1. Lorsqu'il est informé que l'auteur ou l'auteur présumé d'une infraction visée à l'article 2 pourrait se trouver sur son territoire, l'Etat Partie concerné prend les mesures qui peuvent être nécessaires conformément à sa législation interne pour enquêter sur les faits portés à sa connaissance.

2. S'il estime que les circonstances le justifient, l'Etat Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction prend les mesures appropriées en vertu de sa législation interne pour assurer la présence de cette personne aux fins de poursuites ou d'extradition.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 2 du présent article est en droit :

a) De communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ou qui est autrement habilité à protéger les droits de ladite personne ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle;

b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat;

c) D'être informée des droits de lui confèrent les alinéas a) et b).

4. Les droits visés au paragraphe 3 s'exercent dans le cadre des lois et règlements de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction, étant entendu toutefois que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du paragraphe 3,

5. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 sont sans préjudice du droit de tout Etat Partie ayant établi sa compétence conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1<sup>er</sup> ou à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 6 d'inviter le Comité international de la Croix-Rouge à communiquer avec l'auteur présumé de l'infraction et à lui rendre visite.

6. Lorsqu'un Etat Partie a placé une personne en détention conformément aux dispositions du présent article, il avise immédiatement de cette détention, ainsi que des circonstances qui la justifient, directement ou par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, les Etats Parties qui ont établi leur compétence conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 6 et, s'il le juge opportun, tous autres Etats Parties intéressés. L'Etat qui procède à l'enquête visée au paragraphe 1<sup>er</sup> en communique rapidement les conclusions auxdits Etats Parties et leur indique s'il entend exercer sa compétence.

(d) het feit wordt gepleegd in een poging die Staat te dwingen tot het verrichten of het zich onthouden van een handeling; of

(e) het misdrijf wordt gepleegd aan boord van een luchtvaartuig dat door de regering van die Staat wordt geëxploiteerd.

3. Elke Verdragsluitende Staat die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of ertoe toetreedt, stelt de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties in kennis van de rechtsmacht die hij overeenkomstig de tweede paragraaf op grond van zijn nationale wetgeving heeft vastgesteld. Indien zich wijzigingen voordoen, stelt de betrokken Verdragsluitende Staat de Secretaris-generaal daarvan onmiddellijk in kennis.

4. Elke Verdragsluitende Staat neemt tevens de maatregelen die nodig zijn om zijn rechtsmacht vast te leggen met betrekking tot de in artikel 2 bedoelde misdrijven in de gevallen waarin de vermoedelijke dader zich op zijn grondgebied bevindt en hij deze persoon niet uitlevert aan een Verdragsluitende Staat die zijn rechtsmacht heeft vastgelegd in overeenstemming met de eerste of tweede paragraaf.

5. Dit Verdrag sluit de uitoefening van geen enkele rechtsmacht in strafrechtelijke aangelegenheden uit die een Verdragsluitende Staat in overeenstemming met zijn nationale wetgeving heeft vastgelegd.

#### Artikel 7

1. Indien een Verdragsluitende Staat verneemt dat de dader of vermoedelijke dader van een in artikel 2 bedoeld misdrijf zich mogelijk op zijn grondgebied bevindt, neemt de desbetreffende Verdragsluitende Staat de maatregelen die krachtens zijn nationale wetgeving nodig zijn voor een onderzoek naar de feiten die hem ter kennis zijn gebracht.

2. Een Verdragsluitende Staat op het grondgebied waarvan de dader of vermoedelijke dader zich bevindt, neemt, indien hij ervan overtuigd is dat de omstandigheden dit verantwoorden, in overeenstemming met zijn nationale wetgeving de nodige maatregelen ter verzekering van de aanwezigheid van die persoon met het oog op strafvervolgning of uitlevering.

3. Een ieder tegen wie de in de tweede paragraaf bedoelde maatregelen worden genomen heeft het recht :

(a) zich onverwijld in verbinding te stellen met de dichtstbijzijnde daartoe bevoegde vertegenwoordiger van de Staat waarvan hij onderdaan is of die welke anderszins gemachtigd is om de rechten van deze persoon te beschermen, of, indien het een Staatloze betreft, van de Staat waarin hij zijn gewone verblijfplaats heeft;

(b) te worden bezocht door een vertegenwoordiger van die Staat;

(c) te worden geïnformeerd over zijn rechten op grond van de derde paragraaf, lid a en b.

4. De in de derde paragraaf bedoelde rechten worden uitgeoefend in overeenstemming met de wetten en de regelgeving van de Staat op het grondgebied waarvan de dader of de vermoedelijke dader zich bevindt, met dien verstande dat de bedoelde wetten en regelgeving het mogelijk maken dat de doeleinden die met de krachtens de derde paragraaf verleende rechten worden beoogd, volledig kunnen worden verwezenlijkt.

5. De bepalingen van de derde en vierde paragraaf gelden onverminderd het recht van een Verdragsluitende Staat die zich kan beroepen op rechtsmacht overeenkomstig artikel 6, eerste paragraaf, lid c, of tweede paragraaf, lid c, om een lid van het Internationale Rode Kruis te verzoeken zich in verbinding te stellen met de vermoedelijke dader en deze te bezoeken.

6. Wanneer een Verdragsluitende Staat krachtens dit artikel een persoon in hechtenis heeft genomen, stelt hij de Verdragsluitende Staten die overeenkomstig artikel 6, eerste en tweede paragraaf, hun rechtsmacht hebben vastgelegd, en wanneer hij dit nodig acht, alle andere belanghebbende Verdragsluitende Staten, rechtstreeks of via de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties, onverwijld in kennis van het feit dat de betrokken persoon in hechtenis is genomen en van de omstandigheden die zulks verantwoorden. De Verdragsluitende Staat die het in de eerste paragraaf van dit artikel bedoelde onderzoek instelt, deelt zijn bevindingen onverwijld mee aan bedoelde Verdragsluitende Staten en geeft tevens aan of hij voornemens is zijn rechtsmacht uit te oefenen.

## Article 8

1. Dans les cas où les dispositions de l'article 6 sont applicables, l'Etat Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction est tenu, s'il ne l'extrade pas, de soumettre l'affaire, sans retard excessif et sans aucune exception, que l'infraction ait été ou non commise sur son territoire, à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale selon une procédure conforme à la législation de cet Etat. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute autre infraction de caractère grave conformément aux lois de cet Etat.

2. Chaque fois que, en vertu de sa législation interne, un Etat Partie n'est autorisé à extraditer ou à remettre un de ses ressortissants qu'à la condition que l'intéressé lui sera remis pour purger la peine qui lui a été imposée à l'issue du procès ou de la procédure pour lesquels l'extradition ou la remise avait été demandée, et que cet Etat et l'Etat requérant l'extradition acceptent cette formule et les autres conditions qu'ils peuvent juger appropriées, l'extradition ou la remise conditionnelle suffit pour dispenser l'Etat Partie requis de l'obligation prévue au paragraphe 1<sup>er</sup>.

## Article 9

1. Les infractions prévues à l'article 2 sont de plein droit considérées comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats Parties avant l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les Etats Parties s'engagent à considérer ces infractions comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition à conclure par la suite entre eux.

2. Lorsqu'un Etat Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre Etat Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, l'Etat Partie requis a la latitude de considérer la présente Convention comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 2. L'extradition est subordonnée aux autres conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

3. Les Etats Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent les infractions prévues à l'article 2 comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par la législation de l'Etat requis.

4. Les infractions prévues à l'article 2 sont, le cas échéant, considérées aux fins d'extradition entre Etats Parties comme ayant été commises tant au lieu de leur perpétration que sur le territoire des Etats ayant établi leur compétence conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 6.

5. Les dispositions de tous les traités ou accords d'extradition conclus entre Etats Parties relatives aux infractions visées à l'article 2 sont réputées être modifiées entre Etats Parties dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente Convention.

## Article 10

1. Les Etats Parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible pour toute enquête ou procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées à l'article 2, y compris pour l'obtention des éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les Etats Parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> en conformité avec tout traité ou accord d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les Etats Parties s'accordent cette entraide en conformité avec leur législation interne.

## Article 11

Pour les besoins de l'extradition ou de l'entraide judiciaire entre Etats Parties, aucune des infractions visées à l'article 2 n'est considérée comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques. En conséquence, une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire fondée sur une telle infraction ne peut être refusée pour la seule raison qu'elle concerne une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique, ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

## Article 12

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'extradition ou d'entraide judiciaire si l'Etat Partie requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition pour les infractions visées à l'article 2 ou la

## Artikel 8

1. De Verdragsluitende Staat op het grondgebied waarvan de vermoedelijke dader wordt vastgehouden is in de gevallen waarop artikel 6 van toepassing is, indien hij deze persoon niet uitlevert, ongeacht of het misdrijf op zijn grondgebied is gepleegd, zonder enige uitzondering en zonder onnodige vertraging verplicht de zaak over te dragen aan zijn voor strafvervolgning bevoegde autoriteiten, zulks volgens een procedure overeenkomstig de wetten van die Staat. Deze autoriteiten nemen hun beslissing op dezelfde wijze als in geval van elk ander misdrijf van ernstige aard krachtens de wetgeving van die Staat.

2. Wanneer het een Verdragsluitende Staat op grond van zijn nationale wet alleen is toegestaan een onderdaan uit te leveren of op andere wijze over te leveren op voorwaarde dat deze wordt teruggezonden naar die Staat om de straf te ondergaan die is opgelegd als gevolg van het proces of de rechtspleging waarvoor om uitlevering of overlevering van de persoon werd verzocht, en deze Staat en de verzoekende Staat instemmen met deze optie en andere voorwaarden die zij gepast achten, is een dergelijke voorwaardelijke uitlevering of overlevering voldoende om de aangezochte Staat vrij te stellen van de in de eerste paragraaf bedoelde verplichting.

## Artikel 9

1. Voordat dit Verdrag in werking treedt, worden de in artikel 2 bedoelde misdrijven in alle tussen de Verdragsluitende Staten bestaande uitleveringsverdragen geacht te zijn begrepen als uitleveringsdelicten. De Verdragsluitende Staten verplichten zich ertoe bedoelde misdrijven op te nemen als uitleveringsdelicten in ieder uitleveringsverdrag dat nadien tussen hen wordt gesloten.

2. Indien een Verdragsluitende Staat, die uitlevering afhankelijk stelt van het bestaan van een verdrag, een verzoek om uitlevering ontvangt van een andere Verdragsluitende Staat waarmee hij geen uitleveringsverdrag heeft gesloten, kan de aangezochte Verdragsluitende Staat, indien hij dit verkiest, dit Verdrag beschouwen als een juridische grondslag voor uitlevering wegens de in artikel 2 bedoelde misdrijven. De uitlevering is onderworpen aan de overige voorwaarden waarin het recht van de aangezochte Staat voorziet.

3. Verdragsluitende Staten die uitlevering niet afhankelijk stellen van het bestaan van een verdrag erkennen de in artikel 2 bedoelde misdrijven onderling als uitleveringsdelicten, onderworpen aan de voorwaarden waarin het recht van de aangezochte Staat voorziet.

4. Voor uitlevering tussen Verdragsluitende Staten worden de in artikel 2 bedoelde misdrijven, indien nodig, beschouwd als begaan niet alleen op de plaats waar zij zijn gepleegd, maar ook op het grondgebied van de Staten die hun rechtsmacht hebben vastgelegd overeenkomstig artikel 6, eerste en tweede paragraaf.

5. De bepalingen van alle uitleveringsverdragen en -akkoorden die tussen de Verdragsluitende Staten bestaan met betrekking tot de misdrijven bedoeld in artikel 2 worden geacht in hun onderlinge betrekkingen te zijn gewijzigd, voorzover zij niet verenigbaar zijn met dit Verdrag.

## Artikel 10

1. De Verdragsluitende Staten verlenen elkaar de ruimst mogelijke rechtshulp bij onderzoeken, strafzaken of bij uitleveringsprocedures wegens de in artikel 2 bedoelde misdrijven, daaronder begrepen. rechtshulp ter verkrijging van bewijs in hun bezit dat nodig is voor het proces.

2. De Verdragsluitende Staten komen hun verplichtingen uit hoofde van de eerste paragraaf na in overeenstemming met de verdragen en akkoorden inzake wederzijdse rechtshulp die tussen hen bestaan. Indien dergelijke verdragen of akkoorden ontbreken, verlenen de Verdragsluitende Staten elkaar rechtshulp overeenkomstig hun nationale wetgeving.

## Artikel 11

Geen van de in artikel 2 bedoelde misdrijven zal, ten behoeve van uitlevering of wederzijdse rechtshulp, worden beschouwd als een politiek delict, een met een politiek delict samenhangend feit of een feit ingegeven door politieke motieven. Dienovereenkomstig mag een verzoek om uitlevering of wederzijdse rechtshulp op basis van een dergelijk feit niet worden geweigerd met als enige reden dat het een politiek delict betreft of een met een politiek delict samenhangend feit of een feit ingegeven door politieke motieven.

## Artikel 12

Niets in dit Verdrag mag zodanig worden uitgelegd dat het een verplichting tot uitlevering of tot het verlenen van wederzijdse rechtshulp zou inhouden in gevallen waarin de aangezochte Verdragsluitende Staat ernstige redenen heeft aan te nemen dat het verzoek om

demande d'entraide concernant de telles infractions a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité, d'origine ethnique ou d'opinions politiques, ou que donner suite à cette demande porterait préjudice à la situation de cette personne pour l'une quelconque de ces considérations.

#### Article 13

1. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un Etat Partie dont la présence dans un autre Etat Partie est requise aux fins de témoignage ou d'identification ou en vue d'apporter son concours à l'établissement des faits dans le cadre de l'enquête ou des poursuites engagées en vertu de la présente Convention peut faire l'objet d'un transfert si les conditions ci-après sont réunies :

a) Ladite personne y donne librement son consentement en toute connaissance de cause;

b) Les autorités compétentes des deux Etats concernés y consentent, sous réserve des conditions qu'ils peuvent juger appropriées.

2. Aux fins du présent article :

a) L'Etat vers lequel le transfert est effectué a le pouvoir et l'obligation de garder l'intéressé en détention, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'Etat à partir duquel la personne a été transférée;

b) L'Etat vers lequel le transfert est effectué s'acquitte sans retard de l'obligation de remettre l'intéressé à la garde de l'Etat à partir duquel le transfert a été effectué, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou à ce que les autorités compétentes des deux Etats auront autrement décidé;

c) L'Etat vers lequel le transfert est effectué ne peut exiger de l'Etat à partir duquel le transfert est effectué qu'il engage une procédure d'extradition concernant l'intéressé;

d) Il est tenu compte de la période que l'intéressé a passée en détention dans l'Etat vers lequel il a été transféré aux fins du décompte de la peine à purger dans l'Etat à partir duquel il a été transféré.

3. A moins que l'Etat Partie à partir duquel une personne doit être transférée, conformément aux dispositions du présent article, ne donne son accord, ladite personne, quelle qu'en soit la nationalité, ne peut pas être poursuivie ou détenue ou soumise à d'autres restrictions à sa liberté de mouvement sur le territoire de l'Etat auquel elle est transférée à raison d'actes ou condamnations antérieures à son départ du territoire de l'Etat à partir duquel elle a été transférée.

#### Article 14

Toute personne placée en détention ou contre laquelle toute autre mesure est prise ou une procédure est engagée en vertu de la présente Convention se voit garantir un traitement équitable et tous les droits et garanties conformes à la législation de l'Etat sur le territoire duquel elle se trouve et aux dispositions applicables du droit international, y compris celles qui ont trait aux droits de l'homme.

#### Article 15

Les Etats Parties collaborent à la prévention des infractions prévues à l'article 2, en particulier :

a) En prenant toutes les mesures possibles, y compris, le cas échéant, en adaptant leur législation interne, afin de prévenir ou contrarier la préparation, sur leurs territoires respectifs, des infractions destinées à être commises à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs territoires, notamment des mesures interdisant sur leurs territoires les activités illégales d'individus, de groupes et d'organisations qui encouragent, fomentent, organisent, financent en connaissance de cause ou commettent les infractions visées à l'article 2;

b) En échangeant des renseignements exacts et vérifiés en conformité avec les dispositions de leur législation interne et en coordonnant les mesures administratives et autres prises, le cas échéant, afin de prévenir la perpétration des infractions visées à l'article 2;

c) Le cas échéant, grâce à la recherche-développement portant sur les méthodes de détection d'explosifs et d'autres substances dangereuses pouvant causer la mort ou provoquer des dommages corporels, à des consultations sur l'établissement de normes pour le marquage des

uitlevering wegens in artikel 2 bedoelde misdrijven of om wederzijdse rechtshulp met betrekking tot dergelijke feiten is gedaan om een persoon te vervolgen of te straffen op grond van zijn ras, godsdienst, nationaliteit, etnische afkomst of politieke overtuiging of dat inwilliging van het verzoek de positie van betrokkene om een van deze redenen ongunstig zou kunnen beïnvloeden.

#### Artikel 13

1. Een persoon die in hechtenis is genomen of een straf ondergaat op het grondgebied van een Verdragsluitende Staat, wiens aanwezigheid op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Staat vereist is voor getuigenverklaring, identificatie of andere wijze van medewerking bij de verkrijging van bewijs voor onderzoek of vervolging inzake misdrijven krachtens dit Verdrag, mag worden overgebracht, indien wordt voldaan aan de volgende voorwaarden :

(a) de persoon geeft vrijwillig zijn toestemming op basis van volledige informatie; en

(b) de bevoegde autoriteiten van beide Staten stemmen ermee in, overeenkomstig de voorwaarden die zij eventueel gepast achten.

2. Voor de toepassing van dit artikel :

(a) is de Staat waar welke de persoon wordt overgebracht bevoegd en verplicht de overgebrachte persoon in hechtenis te nemen, tenzij anderszins verzocht of gemachtigd door de Staat vanuit welke de persoon is overgebracht;

(b) komt de Staat waar welke de persoon wordt overgebracht onverwijld zijn verplichting na tot terugzending van de persoon voor inbewaringstelling door de Staat vanuit welke deze persoon is overgebracht zoals vooraf overeengekomen, of op andere wijze overeengekomen door de bevoegde autoriteiten van beide Staten;

(c) verlangt de Staat waar welke de persoon wordt overgebracht niet van de Staat vanwaar de persoon is overgebracht dat deze een uitleveringsprocedure begint ten behoeve van de terugkeer van de persoon;

(d) krijgt de overgebrachte persoon vermindering van de straf die hij in de Staat vanwaar hij is overgebracht moet uitzitten conform de tijd die hij in hechtenis heeft doorgebracht in de Staat waar welke hij is overgebracht.

3. Tenzij de Verdragsluitende Staat vanwaar een persoon overeenkomstig dit artikel moet worden overgebracht daarvoor toestemming geeft, wordt hij, ongeacht zijn nationaliteit niet vervolgd of in hechtenis genomen, noch aan enige andere beperking van zijn persoonlijke vrijheid onderworpen op het grondgebied van de Staat waar welke deze persoon wordt overgebracht wegens feiten of veroordelingen voorafgaand aan zijn vertrek uit het grondgebied van de Staat vanwaar deze persoon werd overgebracht.

#### Artikel 14

Een ieder die in hechtenis is genomen of tegen wie andere maatregelen worden getroffen of een procedure is ingesteld op grond van dit Verdrag, heeft recht op een billijke behandeling, daaronder begrepen alle rechten en waarborgen in overeenstemming met de wetgeving van de Staat op het grondgebied waarvan die persoon zich bevindt en de toepasselijke bepalingen van het internationaal recht, daaronder begrepen de rechten van de mens.

#### Artikel 15

De Verdragsluitende Staten werken samen ter voorkoming van de in artikel 2 bedoelde misdrijven, met name door :

(a) alle mogelijke maatregelen te nemen, zonodig daaronder begrepen een aanpassing van hun nationale wetgeving ter voorkoming en bestrijding van de voorbereiding op hun respectieve grondgebieden die is gericht op het plegen, al dan niet op hun grondgebied, van deze misdrijven, daaronder begrepen maatregelen tot het op hun grondgebied verbieden van illegale activiteiten van personen, groepen en organisaties die het plegen van de in artikel 2 bedoelde misdrijven aanmoedigen, uitlokken, organiseren, bewust financieren of erbij betrokken zijn.

(b) in overeenstemming met hun nationale wetgeving accurate en geverifieerde gegevens uit te wisselen, en passende bestuurlijke en andere ter voorkoming van de in artikel 2 bedoelde misdrijven te nemen maatregelen te coördineren.

(c) indien van toepassing, onderzoek en ontwikkeling inzake de opsporingsmethoden van springstoffen en andere gevaarlijke stoffen die de dood of lichamelijk letsel kunnen veroorzaken, overleg over de ontwikkeling van normen voor het merken van springstoffen teneinde

explosifs en vue d'en identifier l'origine lors des enquêtes effectuées à la suite d'explosions, à des échanges d'informations relatives aux mesures de prévention, à la coopération et au transfert de technologie, de matériel et de moyens connexes.

#### Article 16

L'Etat Partie dans lequel une action pénale a été engagée contre l'auteur présumé de l'infraction en communie, dans les conditions prévues par sa législation interne ou par les procédures applicables, le résultat définitif au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui en informe les autres Etats Parties.

#### Article 17

Les Etats Parties s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention dans le respect des principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des Etats, ainsi que de celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

#### Article 18

Aucune disposition de la présente Convention n'habilite un Etat Partie à exercer sur le territoire d'un autre Etat Partie une compétence, ou des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre Etat Partie par son droit interne.

#### Article 19

1. Aucune disposition de la présente Convention ne modifie les autres droits, obligations et responsabilités qui découlent pour les Etats et les individus du droit international, en particulier les buts et principes de la Charte des Nations unies, et du droit international humanitaire.

2. Les activités des forces armées en période de conflit armé, au sens donné à ces termes en droit international humanitaire, qui sont régies par ce droit ne sont pas régies par la présente Convention, et les activités menées par les forces armées d'un Etat dans l'exercice de leurs fonctions officielles, en tant qu'elles sont régies par d'autres règles de droit international, ne sont pas non plus régies par la présente Convention.

#### Article 20

1. Tout différend entre des Etats Parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'un de ces Etats. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

2. Tout Etat peut, au moment où il signe, ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère, déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup>. Les autres Etats Parties ne sont pas liés par lesdites dispositions envers, tout Etat Partie qui a formulé une telle réserve.

3. Tout Etat qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe 2 peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général.

#### Article 21

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats du 12 janvier 1998 au 31 décembre 1999, au Siège de l'Organisation des Nations unies, à New York.

2. La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés, auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

3. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout Etat. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

#### Article 22

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront, accepteront ou approuveront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion,

hun oorsprong te achterhalen bij onderzoek na explosie, uitwisseling van informatie inzake preventieve maatregelen, en samenwerking en overdracht van technologie, apparatuur en aanverwant materiaal.

#### Artikel 16

De Verdragsluitende Staat waar de vermoedelijke dader wordt vervolgd, deelt, conform zijn nationale wetgeving of de toepasselijke procedures, het definitieve resultaat van de procedures mede aan de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties, die de andere Verdragsluitende Staten ervan in kennis stelt.

#### Artikel 17

De Verdragsluitende Staten komen hun verplichtingen uit hoofde van dit Verdrag na op een wijze die in overeenstemming is met de beginselen van soevereine gelijkheid en territoriale integriteit van Staten en van non-interventie in de interne aangelegenheden van andere Staten.

#### Artikel 18

Niets in dit Verdrag verleent aan een Verdragsluitende Staat de bevoegdheid op het grondgebied van een andere Verdragsluitende Staat rechtsmacht uit te oefenen en functies te vervullen die door zijn nationale wetgeving uitsluitend zijn voorbehouden aan de autoriteiten van die andere Verdragsluitende Staat.

#### Artikel 19

1. Niets in dit Verdrag tast op enige wijze andere rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden aan van Staten en personen op grond van het internationaal recht, met name de doelstellingen en beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties en het internationaal humanitair recht.

2. De activiteiten van strijdkrachten tijdens een gewapend conflict als gedefinieerd in en onderworpen aan het internationaal humanitair recht vallen niet onder dit Verdrag en tevens vallen de activiteiten ondernomen door de strijdkrachten van een Staat in de uitoefening van hun officiële taken, voorzover onderworpen aan andere bepalingen van internationaal recht, niet onder dit Verdrag.

#### Artikel 20

1. Elk geschil tussen twee of meer Verdragsluitende Staten inzake de uitlegging of toepassing van dit Verdrag dat niet binnen een redelijke termijn door onderhandelingen kan worden beslecht, wordt op verzoek van een van hen onderworpen aan arbitrage. Indien de partijen binnen zes maanden na de datum van het verzoek om arbitrage niet erin zijn geslaagd overeenstemming te bereiken over de regeling van deze arbitrage, kan ieder van deze partijen het geschil voorleggen aan het Internationaal Gerechtshof door middel van een verzoek overeenkomstig het Statuut van het Hof.

2. Elke Staat kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van dit Verdrag, dan wel bij toetreding daartoe, verklaren dat hij zich niet gebonden acht door de eerste paragraaf. De overige Verdragsluitende Staten zijn niet gebonden door de eerste paragraaf ten aanzien van een Verdragsluitende Staat die dit voorbehoud heeft gemaakt.

3. Een Staat die een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig de tweede paragraaf, kan dit voorbehoud te allen tijde intrekken door middel van een kennisgeving aan de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

#### Artikel 21

1. Dit Verdrag staat van 12 januari 1998 tot en met 31 december 1999 open voor ondertekening door alle Staten op het hoofdkwartier van de Verenigde Naties in New York.

2. Dit Verdrag geldt onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

3. Dit Verdrag staat open voor toetreding door alle Staten. De akten van toetreding worden nedergelegd bij de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

#### Artikel 22

1. Dit Verdrag treedt in werking de dertigste dag na de datum van nederlegging van de tweëntwintigste akte van bekrachtiging, goedkeuring, aanvaarding of toetreding bij de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

2. Ten aanzien van elke Staat die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of ertoe toetreedt na de datum van de nederlegging van de tweëntwintigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of

la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

#### Article 23

1. Tout Etat Partie peut dénoncer la présente Convention par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

#### Article 24

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats,

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention, qui a été ouverte à la signature à New York, le 12 janvier 1998.

toetreding, treedt dit Verdrag in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging door de betreffende Staat van de akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

#### Artikel 23

1. Elke Verdragsluitende Staat kan dit Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

2. Een opzegging wordt van kracht een jaar na de datum waarop de kennisgeving is ontvangen door de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

#### Artikel 24

De oorspronkelijke versie van dit Verdrag, waarvan de Arabische, Chinese, Engelse, Franse, Russische en Spaanse teksten gelijkelijk authentiek zijn, wordt bij de Secretaris-generaal van de Verenigde Naties nedergelegd, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften aan alle Staten zendt.

Ten blijk daarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend, dat vanaf 12 januari 1998 te New York voor ondertekening openstaat.

Etats	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée en vigueur locale
AFGHANISTAN		Adhésion	24/09/2003	24/10/2003
AFRIQUE DU SUD	21/12/1999	Ratification	01/05/2003	31/05/2003
ALBANIE		Adhésion	22/01/2002	21/02/2002
ALGERIE	17/12/1998	Ratification	08/11/2001	08/12/2001
ALLEMAGNE	26/01/1998	Ratification	23/04/2003	23/05/2003
ANDORRE		Adhésion	23/09/2004	23/10/2004
ARGENTINE	02/09/1998	Ratification	25/09/2003	25/10/2003
ARMENIE		Adhésion	16/03/2004	15/04/2004
AUSTRALIE		Adhésion	09/08/2002	08/09/2002
AUTRICHE	09/02/1998	Ratification	06/09/2000	23/05/2001
AZERBAIDJAN		Adhésion	02/04/2001	23/05/2001
BAHREIN		Adhésion	21/09/2004	21/10/2004
BARBADE		Adhésion	18/09/2002	18/10/2002
BELARUS	20/09/1999	Ratification	01/10/2001	31/10/2001
BELGIQUE	12/01/1998	Ratification	20/05/2005	19/06/2005
BELIZE		Adhésion	14/11/2001	14/12/2001
BENIN		Adhésion	31/07/2003	30/08/2003
BOLIVIE		Adhésion	22/01/2002	21/02/2002
BOSNIE ET HERZEGOVINE		Adhésion	11/08/2003	10/09/2003
BOTSWANA		Adhésion	08/09/2000	23/05/2001
BRESIL	12/03/1999	Ratification	23/08/2002	22/09/2002
BRUNEI		Adhésion	14/03/2002	13/04/2002
BULGARIE		Adhésion	12/02/2002	14/03/2002
BURKINA FASO		Adhésion	01/10/2003	31/10/2003
BURUNDI	04/03/1998			
CAMEROUN		Adhésion	21/03/2005	20/04/2005
CANADA	12/01/1998	Ratification	03/04/2002	03/05/2002
CAP-VERT (ILES)		Adhésion	10/05/2002	09/06/2002
CHILI		Adhésion	10/11/2001	10/12/2001
CHINE		Adhésion	13/11/2001	13/12/2001
CHYPRE	26/03/1998	Ratification	24/01/2001	23/05/2001
COLOMBIE		Adhésion	14/09/2004	14/10/2004
COMORES	01/10/1998	Ratification	25/09/2003	25/10/2003
COREE (REP.)	03/12/1999	Ratification	17/02/2004	18/03/2004
COSTA-RICA	16/01/1998	Ratification	20/09/2001	20/10/2001



Etats	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée en vigueur locale
COTE D'IVOIRE	25/09/1998	Ratification	13/03/2002	12/04/2002
CUBA		Adhésion	15/11/2001	15/12/2001
DANEMARK	23/12/1999	Ratification	31/08/2001	30/09/2001
DJIBOUTI		Adhésion	01/06/2004	01/07/2004
DOMINIQUE		Adhésion	24/09/2004	24/10/2004
EGYPTE	14/12/1999			
EL SALVADOR		Adhésion	15/05/2003	14/06/2003
ESPAGNE	01/05/1998	Ratification	30/04/1999	23/05/2001
ESTONIE	27/12/1999	Ratification	10/04/2002	10/05/2002
ETATS-UNIS	12/01/1998	Ratification	26/06/2002	26/07/2002
ETHIOPIE		Adhésion	16/04/2003	16/05/2003
FINLANDE	23/01/1998	Acceptation	28/05/2002	27/06/2002
FRANCE	12/01/1998	Ratification	19/08/1999	23/05/2001
GABON		Adhésion	10/03/2005	09/04/2005
GEORGIE		Adhésion	18/02/2004	19/03/2004
GHANA		Adhésion	06/09/2002	06/10/2002
ROYAUME UNI	12/01/1998	Ratification	07/03/2001	23/05/2001
GRECE	02/02/1998	Ratification	27/05/2003	26/06/2003
GRENADE		Adhésion	13/12/2001	12/01/2002
GUATEMALA		Adhésion	12/02/2002	14/03/2002
GUINEE		Adhésion	07/09/2000	23/05/2001
GUINEE EQUATORIALE		Adhésion	07/02/2003	09/03/2003
HONDURAS		Adhésion	25/03/2003	24/04/2003
HONGRIE	21/12/1999	Ratification	13/11/2001	13/12/2001
INDE	17/09/1999	Ratification	22/09/1999	23/05/2001
IRLANDE	29/05/1998			
ISLANDE	28/09/1998	Ratification	15/04/2002	15/05/2002
ISRAEL	29/01/1999	Ratification	10/02/2003	12/03/2003
ITALIE	04/03/1998	Ratification	16/04/2003	16/05/2003
JAPON	17/04/1998	Acceptation	16/11/2001	16/12/2001
KAZAKHSTAN		Adhésion	06/11/2002	06/12/2002
KENYA		Adhésion	16/11/2001	16/12/2001
KIRGIZSTAN		Adhésion	01/05/2001	23/05/2001
KOWEIT		Adhésion	19/04/2004	19/05/2004
LAOS		Adhésion	22/08/2002	21/09/2002
LESOTHO		Adhésion	12/11/2001	12/12/2001
LETTONIE		Adhésion	25/11/2002	25/12/2002
LIBERIA		Adhésion	05/03/2003	04/04/2003
LIBYE		Adhésion	22/09/2000	23/05/2001
LIECHTENSTEIN		Adhésion	26/11/2002	26/12/2002
LITUANIE	08/06/1998	Ratification	17/03/2004	16/04/2004
LUXEMBOURG	06/02/1998	Ratification	06/02/2004	07/03/2004
A.R.Y. MACEDOINE	16/12/1998	Ratification	30/08/2004	29/09/2004
MADAGASCAR	01/10/1999	Ratification	24/09/2003	24/10/2003
MALAISIE		Adhésion	24/09/2003	24/10/2003
MALAWI		Adhésion	11/08/2003	10/09/2003
MALDIVES		Adhésion	07/09/2000	23/05/2001
MALI		Adhésion	28/03/2002	27/04/2002
MALTE		Adhésion	11/11/2001	11/12/2001
MARSHALL (ILES)		Adhésion	27/01/2003	26/02/2003

Etats	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée en vigueur locale
MAURICE		Adhésion	24/01/2003	23/02/2003
MAURITANIE		Adhésion	30/04/2003	30/05/2003
MEXIQUE		Adhésion	20/01/2003	19/02/2003
MICRONESIE (FED.)		Adhésion	23/09/2002	23/10/2002
MOLDAVIE		Adhésion	10/10/2002	09/11/2002
MONACO	25/11/1998	Ratification	06/09/2001	06/10/2001
MONGOLIE		Adhésion	07/09/2000	23/05/2001
MOZAMBIQUE		Adhésion	14/01/2003	13/02/2003
MYANMAR		Adhésion	12/11/2001	12/12/2001
NEPAL	24/09/1999			
NICARAGUA		Adhésion	17/01/2003	16/02/2003
NIGER		Adhésion	26/10/2004	25/11/2004
NORVEGE	31/07/1998	Ratification	20/09/1999	23/05/2001
NOUVELLE-ZELANDE		Adhésion	04/11/2002	04/12/2002
OUGANDA	11/06/1999	Ratification	05/11/2003	05/12/2003
OUZBEKISTAN	23/02/1998	Ratification	30/11/1998	23/05/2001
PAKISTAN		Adhésion	13/08/2002	12/09/2002
PALAU		Adhésion	14/11/2001	14/12/2001
PANAMA	03/09/1998	Ratification	05/03/1999	23/05/2001
PAPOUASIE		Adhésion	30/09/2003	30/10/2003
PARAGUAY		Adhésion	22/09/2004	22/10/2004
PAYS-BAS	12/03/1998	Acceptation	07/02/2002	09/03/2002
PEROU		Adhésion	10/11/2001	10/12/2001
PHILIPPINES	23/09/1998	Ratification	07/01/2004	06/02/2004
POLOGNE	14/06/1999	Ratification	03/02/2004	04/03/2004
PORTUGAL	30/12/1999	Ratification	10/11/2001	10/12/2001
ROUMANIE	30/04/1998	Ratification	29/07/2004	28/08/2004
RUSSIE (FED.)	12/01/1998	Ratification	08/05/2001	23/05/2001
RWANDA		Adhésion	13/05/2002	12/06/2002
SAINT KITTS ET NEVIS		Adhésion	16/11/2001	16/12/2001
SAINT MARIN		Adhésion	12/03/2002	11/04/2002
SENEGAL		Adhésion	27/10/2003	26/11/2003
SERBIE-ET-MONTENEGRO		Adhésion	31/07/2003	30/08/2003
SEYCHELLES		Adhésion	22/08/2003	21/09/2003
SIERRA LEONE		Adhésion	26/09/2003	26/10/2003
SLOVAQUIE	28/07/1998	Ratification	08/12/2000	23/05/2001
SLOVENIE	30/10/1998	Ratification	25/09/2003	25/10/2003
SOUDAN	07/10/1999	Ratification	08/09/2000	23/05/2001
SRI LANKA	12/01/1998	Ratification	23/03/1999	23/05/2001
SUEDE	12/02/1998	Ratification	06/09/2001	06/10/2001
SUISSE		Adhésion	23/09/2003	23/10/2003
SWAZILAND		Adhésion	04/04/2003	04/05/2003
TADJIKISTAN		Adhésion	29/07/2002	28/08/2002
TANZANIE		Adhésion	22/01/2003	21/02/2003
TCHEQUE REP.	29/07/1998	Ratification	06/09/2000	23/05/2001
TOGO	21/08/1998	Ratification	10/03/2003	09/04/2003
TONGA		Adhésion	09/12/2002	08/01/2003
TRINIDAD ET TOBAGO		Adhésion	02/04/2001	23/05/2001
TUNISIE		Adhésion	22/04/2005	22/05/2005
TURKMENISTAN	18/02/1999	Ratification	25/06/1999	23/05/2001

Etats	Date authentification	Type de consentement	Date consentement	Entrée en vigueur locale
TURQUIE	20/05/1999	Ratification	30/05/2002	29/06/2002
UKRAINE		Adhésion	26/03/2002	25/04/2002
URUGUAY	23/11/1998	Ratification	10/11/2001	10/12/2001
VENEZUELA	23/09/1998	Ratification	23/09/2003	23/10/2003
YEMEN		Adhésion	23/04/2001	23/05/2001

Staten	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
AFGHANISTAN		Toetreding	24/09/2003	24/10/2003
ALBANIE		Toetreding	22/01/2002	21/02/2002
ALGERIJE	17/12/1998	Bekrachtiging	08/11/2001	08/12/2001
ANDORRA		Toetreding	23/09/2004	23/10/2004
ARGENTINIE	02/09/1998	Bekrachtiging	25/09/2003	25/10/2003
ARMENIE		Toetreding	16/03/2004	15/04/2004
AUSTRALIE		Toetreding	09/08/2002	08/09/2002
AZERBEIDZJAN		Toetreding	02/04/2001	23/05/2001
BAHREIN		Toetreding	21/09/2004	21/10/2004
BARBADOS		Toetreding	18/09/2002	18/10/2002
BELARUS	20/09/1999	Bekrachtiging	01/10/2001	31/10/2001
BELGIE	12/01/1998	Bekrachtiging	20/05/2005	19/06/2005
BELIZE		Toetreding	14/11/2001	14/12/2001
BENIN		Toetreding	31/07/2003	30/08/2003
BOLIVIA		Toetreding	22/01/2002	21/02/2002
BOSNIA EN HERZEGOVINA		Toetreding	11/08/2003	10/09/2003
BOTSWANA		Toetreding	08/09/2000	23/05/2001
BRAZILIE	12/03/1999	Bekrachtiging	23/08/2002	22/09/2002
BRUNEI		Toetreding	14/03/2002	13/04/2002
BULGARIJE		Toetreding	12/02/2002	14/03/2002
BURKINA FASO		Toetreding	01/10/2003	31/10/2003
BURUNDI	04/03/1998			
CANADA	12/01/1998	Bekrachtiging	03/04/2002	03/05/2002
CHILI		Toetreding	10/11/2001	10/12/2001
CHINA		Toetreding	13/11/2001	13/12/2001
COLOMBIA		Toetreding	14/09/2004	14/10/2004
COMOREN	01/10/1998	Bekrachtiging	25/09/2003	25/10/2003
COSTA RICA	16/01/1998	Bekrachtiging	20/09/2001	20/10/2001
CUBA		Toetreding	15/11/2001	15/12/2001
CYPRUS	26/03/1998	Bekrachtiging	24/01/2001	23/05/2001
DENEMARKEN	23/12/1999	Bekrachtiging	31/08/2001	30/09/2001
DJIBOUTI		Toetreding	01/06/2004	01/07/2004
DOMINICA		Toetreding	24/09/2004	24/10/2004
DUITSLAND	26/01/1998	Bekrachtiging	23/04/2003	23/05/2003
EGYPTE	14/12/1999			
EL SALVADOR		Toetreding	15/05/2003	14/06/2003
EQUATORIAAL GUINEA		Toetreding	07/02/2003	09/03/2003
ESTLAND	27/12/1999	Bekrachtiging	10/04/2002	10/05/2002
ETHIOPIE		Toetreding	16/04/2003	16/05/2003
FILIPIJNEN	23/09/1998	Bekrachtiging	07/01/2004	06/02/2004
FINLAND	23/01/1998	Aanvaarding	28/05/2002	27/06/2002
FRANKRIJK	12/01/1998	Bekrachtiging	19/08/1999	23/05/2001

Staten	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
GABON		Toetreding	10/03/2005	09/04/2005
GEORGIE		Toetreding	18/02/2004	19/03/2004
GHANA		Toetreding	06/09/2002	06/10/2002
GRENADA		Toetreding	13/12/2001	12/01/2002
GRIEKENLAND	02/02/1998	Bekrachtiging	27/05/2003	26/06/2003
VERENIGD KONINKRIJK	12/01/1998	Bekrachtiging	07/03/2001	23/05/2001
GUATEMALA		Toetreding	12/02/2002	14/03/2002
GUINEE		Toetreding	07/09/2000	23/05/2001
HONDURAS		Toetreding	25/03/2003	24/04/2003
HONGARIJE	21/12/1999	Bekrachtiging	13/11/2001	13/12/2001
IERLAND	29/05/1998			
IJSLAND	28/09/1998	Bekrachtiging	15/04/2002	15/05/2002
INDIA	17/09/1999	Bekrachtiging	22/09/1999	23/05/2001
ISRAEL	29/01/1999	Bekrachtiging	10/02/2003	12/03/2003
ITALIE	04/03/1998	Bekrachtiging	16/04/2003	16/05/2003
IVOORKUST	25/09/1998	Bekrachtiging	13/03/2002	12/04/2002
JAPAN	17/04/1998	Aanvaarding	16/11/2001	16/12/2001
JEMEN		Toetreding	23/04/2001	23/05/2001
KAAPVERDISCHE (EILANDEN)		Toetreding	10/05/2002	09/06/2002
KAMEROEN		Toetreding	21/03/2005	20/04/2005
KAZACHSTAN		Toetreding	06/11/2002	06/12/2002
KENIA		Toetreding	16/11/2001	16/12/2001
KIRGIZISTAN		Toetreding	01/05/2001	23/05/2001
KOEWIT		Toetreding	19/04/2004	19/05/2004
KOREA (REP.)	03/12/1999	Bekrachtiging	17/02/2004	18/03/2004
LAOS		Toetreding	22/08/2002	21/09/2002
LESOTHO		Toetreding	12/11/2001	12/12/2001
LETLAND		Toetreding	25/11/2002	25/12/2002
LIBERIA		Toetreding	05/03/2003	04/04/2003
LIBIE		Toetreding	22/09/2000	23/05/2001
LICHTENSTEIN		Toetreding	26/11/2002	26/12/2002
LITOUWEN	08/06/1998	Bekrachtiging	17/03/2004	16/04/2004
LUXEMBURG	06/02/1998	Bekrachtiging	06/02/2004	07/03/2004
V.J.R. MACEDONIE	16/12/1998	Bekrachtiging	30/08/2004	29/09/2004
MADAGASCAR	01/10/1999	Bekrachtiging	24/09/2003	24/10/2003
MALAWI		Toetreding	11/08/2003	10/09/2003
MALDIVEN		Toetreding	07/09/2000	23/05/2001
MALEISIE		Toetreding	24/09/2003	24/10/2003
MALI		Toetreding	28/03/2002	27/04/2002
MALTA		Toetreding	11/11/2001	11/12/2001
MARSHALL (EIL.)		Toetreding	27/01/2003	26/02/2003
MAURITANIE		Toetreding	30/04/2003	30/05/2003
MAURITIUS		Toetreding	24/01/2003	23/02/2003
MEXICO		Toetreding	20/01/2003	19/02/2003
MICRONESIE		Toetreding	23/09/2002	23/10/2002
MOLDOVA		Toetreding	10/10/2002	09/11/2002
MONACO	25/11/1998	Bekrachtiging	06/09/2001	06/10/2001
MONGOLIE		Toetreding	07/09/2000	23/05/2001
MOZAMBIQUE		Toetreding	14/01/2003	13/02/2003
MYANMAR		Toetreding	12/11/2001	12/12/2001

Staten	Datum authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
NEDERLAND	12/03/1998	Aanvaarding	07/02/2002	09/03/2002
NEPAL	24/09/1999			
NICARAGUA		Toetreding	17/01/2003	16/02/2003
NIEUW-ZEELAND		Toetreding	04/11/2002	04/12/2002
NIGER		Toetreding	26/10/2004	25/11/2004
NOORWEGEN	31/07/1998	Bekrachtiging	20/09/1999	23/05/2001
OEKRAINE		Toetreding	26/03/2002	25/04/2002
OOSTENRIJK	09/02/1998	Bekrachtiging	06/09/2000	23/05/2001
PAKISTAN		Toetreding	13/08/2002	12/09/2002
PALAU		Toetreding	14/11/2001	14/12/2001
PANAMA	03/09/1998	Bekrachtiging	05/03/1999	23/05/2001
PAPOEA-NIEUW-GUINEA		Toetreding	30/09/2003	30/10/2003
PARAGUAY		Toetreding	22/09/2004	22/10/2004
PERU		Toetreding	10/11/2001	10/12/2001
POLEN	14/06/1999	Bekrachtiging	03/02/2004	04/03/2004
PORTUGAL	30/12/1999	Bekrachtiging	10/11/2001	10/12/2001
ROEMENIE	30/04/1998	Bekrachtiging	29/07/2004	28/08/2004
RUSSISCHE FEDERATIE	12/01/1998	Bekrachtiging	08/05/2001	23/05/2001
RWANDA		Toetreding	13/05/2002	12/06/2002
SAINT KITTS EN NEVIS		Toetreding	16/11/2001	16/12/2001
SAN MARINO		Toetreding	12/03/2002	11/04/2002
SENEGAL		Toetreding	27/10/2003	26/11/2003
SERVIË-MONTENEGRO		Toetreding	31/07/2003	30/08/2003
SEYCHELLEN		Toetreding	22/08/2003	21/09/2003
SIERRA LEONE		Toetreding	26/09/2003	26/10/2003
SLOVAKIJE	28/07/1998	Bekrachtiging	08/12/2000	23/05/2001
SLOVENIE	30/10/1998	Bekrachtiging	25/09/2003	25/10/2003
SPANJE	01/05/1998	Bekrachtiging	30/04/1999	23/05/2001
SRI LANKA	12/01/1998	Bekrachtiging	23/03/1999	23/05/2001
SUDAN	07/10/1999	Bekrachtiging	08/09/2000	23/05/2001
SWAZILAND		Toetreding	04/04/2003	04/05/2003
TADZJIKISTAN		Toetreding	29/07/2002	28/08/2002
TANZANIA		Toetreding	22/01/2003	21/02/2003
TOGO	21/08/1998	Bekrachtiging	10/03/2003	09/04/2003
TONGA		Toetreding	09/12/2002	08/01/2003
TRINIDAD EN TOBAGO		Toetreding	02/04/2001	23/05/2001
TUNESIË		Toetreding	22/04/2005	22/05/2005
TSJECHISCHE REP.	29/07/1998	Bekrachtiging	06/09/2000	23/05/2001
TURKIJE	20/05/1999	Bekrachtiging	30/05/2002	29/06/2002
TURKMENISTAN	18/02/1999	Bekrachtiging	25/06/1999	23/05/2001
UGANDA	11/06/1999	Bekrachtiging	05/11/2003	05/12/2003
URUGUAY	23/11/1998	Bekrachtiging	10/11/2001	10/12/2001
UZBEKISTAN	23/02/1998	Bekrachtiging	30/11/1998	23/05/2001
VENEZUELA	23/09/1998	Bekrachtiging	23/09/2003	23/10/2003
VERENIGDE STATEN	12/01/1998	Bekrachtiging	26/06/2002	26/07/2002
ZUID-AFRIKA	21/12/1999	Bekrachtiging	01/05/2003	31/05/2003
ZWEDEN	12/02/1998	Bekrachtiging	06/09/2001	06/10/2001
ZWITSERLAND		Toetreding	23/09/2003	23/10/2003

DECLARATION DU ROYAUME DE BELGIQUE  
CONCERNANT L'ARTICLE 11

1. Dans des circonstances exceptionnelles, la Belgique se réserve le droit de refuser l'extradition ou l'entraide judiciaire pour toute infraction visée à l'article 2 qu'elle considère comme une infraction politique, une infraction connexe à une infraction politique ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

2. En cas d'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, la Belgique rappelle qu'elle est tenue par le principe général de droit aut dedere, aut judicare, eu égard aux règles de compétence de ses juridictions.

VERKLARING VAN HET KONINKRIJK BELGIE  
BETREFFENDE ARTIKEL 11

1. In uitzonderlijke omstandigheden, behoudt België zich het recht voor om uitlevering of wederzijdse rechtshulp te weigeren voor elk misdrijf zoals bepaald in artikel 2 dat het beschouwt als een politiek delict, een met een politiek delict samenhangend delict of een delict ingegeven door politieke motieven.

2. Voor de toepassing van paragraaf 1, wijst België er nogmaals op dat het gebonden is door het algemeen rechtsbeginsel aut dedere, aut judicare, rekening houdende met de regels inzake bevoegdheid van zijn rechtbanken.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,  
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE  
ET ENVIRONNEMENT

F. 2005 — 1395

[2005/22326]

10 MARS 2005. — Loi modifiant l'article 2 de la loi  
du 11 avril 1995 visant à instituer la « charte de l'assuré social » (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, e), de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer la « charte de l'assuré social », les mots « l'aide sociale, » sont insérés entre les mots « le droit à un minimum de moyens d'existence, » et les mots « les prestations familiales garanties ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2003-2004.*

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 51-159/1. — Rapport, n° 51-159/2. — Projet de loi adopté et transmis au Sénat, n° 51-159/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 20 novembre 2003.

Sénat :

*Documents parlementaires.* — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n° 3-362/1. — Projet de loi non avoué par le Sénat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,  
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN  
EN LEEFMILIEU

N. 2005 — 1395

[2005/22326]

10 MAART 2005. — Wet tot wijziging van artikel 2 van de wet van  
11 april 1995 tot invoering van het « handvest van de sociaal  
verzekerde » (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 2, eerste lid, 1°, e), van de wet van 11 april 1995 tot invoering van het « handvest » van de sociaal verzekerde, worden tussen de woorden « het recht op een bestaansminimum, » en de woorden « de gewaarborgde gezinsbijslag » de woorden « het maatschappelijk welzijn, » ingevoegd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 maart 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2003-2004.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp, nr. 51-159/1. — Verslag, nr. 51-159/2. — Aangenomen wetontwerp en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-159/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 november 2003.

Senaat :

*Parlementaire bescheiden.* — Wetsontwerp aangenomen en overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-362/1. — Wetsontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.